

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DB

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

N° IC 20039074

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 et le 1^{er} août 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 19 octobre 1990 modifié le 12 juillet 2004 autorisant la SCEA MARZIN à exploiter à MAEL-CARHAIX au lieu-dit « Le Moulin Neuf - Kerléan » (section YI n° 69) un élevage avicole de 46000 poulettes démarrées (soit 46000 animaux-équivalents) ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 6 mars 2001 autorisant Mme Annick LE GUILLOU à exploiter à MAEL-CARHAIX au lieu-dit « Quénécourel » (section G2 n° 38) un élevage avicole de 46320 poulets de chair (soit 46320 animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par la SCEA MARZIN sise à MAEL-CARHAIX au lieu-dit « Le Moulin Neuf » en vue de la reprise à MAEL-CARHAIX au lieu-dit « Quénécourel » (section ZC n° 118) de l'élevage avicole de 46320 animaux-équivalents autorisé et le transfert à MAEL-CARHAIX au lieu-dit « Le Moulin Neuf - Kerléan » (section ZI n° 69) en extension de l'élevage avicole de 46000 poulettes démarrées autorisé qui comprendra après extension 87278 poulettes démarrées (soit 87278 animaux-équivalents), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de GLOMEL (15 janvier 2005), MAEL-CARHAIX (28 janvier 2005), PAULE (25 novembre 2004) ;
- VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 27 janvier 2006 et 29 juin 2006 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques sanitaires et technologiques en séance du 31 mars 2006 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

La SCEA MARZIN sise à MAEL-CARHAIX au lieu dit « Le Moulin Neuf » est autorisée à exploiter à MAEL-CARHAIX au lieu-dit « Le Moulin Neuf – Kerléan » (Section ZI n° 69) un élevage avicole dont la capacité maximale est de 87 278 animaux équivalents répartis comme suit : 87 278 poulettes démarrées en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 15 337 unités par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ainsi que celles définies ci-après.

ARTICLE 2 : Prescriptions particulières :

2.1. - Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5.- l'arrêt des poulaillers de poulets de chair exploités sur le site de Quénécourel à MAËL-CARHAIX sera effectif dès la mise en exploitation des poulaillers projetés en poulettes démarrées sur le site du Moulin neuf – Kerléan à MAEL-CARHAIX. Les poulaillers seront ensuite désaffectés (enlèvement des silos d'aliments et du matériel d'élevage), dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation, l'épandage des fumiers sera assuré par le pétitionnaire en respectant les réglementations en vigueur ainsi que le lavage et la désinfection des poulaillers et ses annexes. Le pétitionnaire devra ensuite maintenir les bâtiments en bon état d'entretien ou en assurer sa démolition et la remise en état du site conformément aux réglementations en vigueur (amiante etc...).

2.1.6.-Le pétitionnaire devra fournir à l'inspecteur des installations classées une nouvelle convention de reprise sur la base de 52 579 poulettes démarrées dans un délai de trois mois.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3. - Transfert des effluents bruts :

2.3.1. Destinations des produits :

L'exportation finale par le repreneur pour épandage dans un canton où la charge moyenne d'azote organique est inférieure à 140 UN/ha est une condition d'acceptation de la mesure de résorption proposée par l'exploitant, condition de prise en compte au titre de la résorption. L'exploitant devra s'assurer de son effectivité et de la crédibilité de la traçabilité mise en place.

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique à l'hectare est supérieure à 140 kg d'azote.]

En cas de non respect de cette prescription, le pétitionnaire devra adapter ses effectifs ou sa gestion de l'élevage afin de se mettre en conformité avec l'arrêté préfectoral du programme d'action en vigueur.

2.3.2. Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits comportant au minimum pour chaque enlèvement et type de produit, les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site
- Nom, adresse et coordonnées du repreneur et/ou destinataire final.
- Le type de produit (fientes, fumier, compost...)
- Le nom du transporteur
- Les quantités en tonnes justifiées par les tickets de pesée, et en m³

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ
- Le type de produit
- Les quantités enlevées en tonnes et en m³
- La désignation du transporteur
- La dénomination de l'exploitant, son adresse
- Les coordonnées de la société qui assure la commercialisation

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (o animaux).

2.4. - **Stockage et épandage des effluents bruts.**

2.4.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétoires).

2.4.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.4.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.4.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2.4.5. - Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

2.5. - Autres :

2.5.1. - Les travaux (.mise en place de cages pour l' élevage de poulettes, avec système de séchage des fientes (gainés) et aménagement d' un hangar de stockage des fientes déshydratées seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.6. - Résorption :

par transfert : 9 254 unités d' azote.

par abondement de la réserve intercantonale:886 unités d' azote.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

En cas de cessation d'activité l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, est tenu d'en faire la déclaration et de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V, titre I du Code de l'environnement

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de MAEL-CARHAIX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de la SCEA MARZIN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SCEA MARZIN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux des 19 octobre 1990, 6 mars 2001 et 12 juillet 2004 susvisés.

ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours ((L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de MAEL-CARHAIX,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la SCEA MARZIN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de GLOMEL et PAULE pour information.

SAINT-BRIEUC, le **17 JUL. 2006**

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT